



CSA-SD du 7 septembre 2023

Monsieur le Directeur Académique, mesdames et messieurs les membres du CSA SD,

Tout d'abord, au nom de l'UNSA Éducation, je vais commencer par souhaiter une très bonne rentrée à tous les personnels de l'Éducation nationale et bien sûr souhaiter la bienvenue à notre nouveau directeur académique.

1. Annonces du président et de son ministre

Je souhaiterais commencer cette déclaration liminaire une fois n'est pas coutume par une citation de notre nouveau ministre de l'EN : « Les défis sont immenses, car à l'école, c'est l'avenir de notre pays qui se joue. »

Jolie phrase, presque du Victor Hugo, mais qui laisse de marbre les personnels de l'EN, car si les annonces se succèdent la méthode ne change pas.

Les éléments de langage et les plans coms se bousculent en ce début d'année et les personnels qui ont déjà organisé leur rentrée voient ces nouvelles mesures se bousculer dans la précipitation et l'impréparation qui sont pour nous synonyme de dégradation des conditions de travail. Nous en avons fait l'amère expérience durant le Covid.

L'Unsa éducation demande à son employeur de laisser du temps aux agents pour effectuer leur travail.

Quand une mesure est annoncée, notre employeur ne peut demander aux corps d'encadrement de la mettre en œuvre alors qu'aucun texte réglementaire n'a été publié. Notre employeur ne peut expérimenter un dispositif localement, et le généraliser sans l'avoir évalué, c'est ubuesque, et pourtant c'est devenu la norme au sein de notre ministère. Idem pour les dispositifs qui n'ont pas le temps d'être

mis en place qu'ils sont déjà remplacés par le suivant souvent dans la hâte et sans moyens pour leur mise en place effective.

Nous, personnels, avons besoin de temps pour faire correctement notre métier. Nous avons besoin de moyens massifs pour assurer de bonnes conditions de travail tant aux personnels qu'aux jeunes que nous accompagnons au quotidien, alors que notre bâti scolaire, passoire thermique, énergétique et sonore, devient un des problèmes majeurs de notre système éducatif à l'heure de l'urgence climatique.

2. Attention à la propagande politicienne dans nos écoles !

L'Unsa éducation dénonce l'ordre donné aux directeurs et aux chefs d'établissement de faire distribuer des flyers « ce qui change pour votre enfant à la rentrée » à toutes les familles. Les personnels ne sont pas des agents de propagande. Leur métier n'est pas d'assurer la promotion de quelque politique que ce soit. Par ailleurs ces supports contiennent des informations imprécises pour certaines et erronées pour d'autres. Les personnels enseignants ont obligation d'information des usagers et non de désinformation.

3. Interdiction de l'abaya

Avec le port de l'uniforme, l'interdiction du port de l'abaya est la seconde mesure de communication pour faire oublier les véritables problèmes de l'EN, comme la crise sanitaire, la baisse des moyens, la dégradation des conditions de travail, la perte d'attractivité des métiers de l'éducation, ou encore la lutte contre les inégalités scolaires.

Si l'Unsa Éducation est attachée au principe de laïcité, qui garantit la liberté de conscience et le respect des convictions de chacun, si notre fédération n'a jamais été favorable au port de signes religieux ostentatoires à l'école, nous ne pouvons que regretter une communication mal venue en ce début d'année scolaire

L'annonce du ministre ne résoudra rien. C'est un acte de communication politique qui ne renforce pas l'état de la législation et de la réglementation. La médiatisation et l'utilisation de ce sujet pourraient même se traduire par des effets contraires à ceux escomptés et ne fait que renforcer l'extrême droite dans l'opinion publique.

Pour l'Unsa Education, il faut interroger les causes de cette recrudescence d'atteintes à la laïcité pour apporter des réponses adaptées. Il faut également questionner d'autres problématiques, notamment la non-mixité sociale de certains établissements.

4. Le Pacte

Les mesures tant attendues pour améliorer le pouvoir d'achat et augmenter les salaires ne sont pas au rendez-vous. La revalorisation ne peut s'opérer que par une augmentation conséquente du point d'indice et une reconnaissance des missions de chacun. Au lieu de cela, Le gouvernement fait un tour de passe-passe et réussit avec une lettre de mission à proposer à ses personnels de s'épuiser plus pour gagner plus. Il est urgent d'agir sur l'attractivité de notre métier par une revalorisation et une amélioration des conditions de travail. Car si l'Ecole continue de fonctionner malgré les attaques dont elle est victime depuis l'arrivée de M. Macron, c'est bien grâce à l'ensemble des personnels... mais attention à l'usure et au ras-le-bol qui saisit la profession.

5. Au niveau départemental, constats et attentes

Malgré nos demandes réitérées de profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'apprentissage, les fermetures de classes ont été trop nombreuses et les ouvertures demandées n'ont pas abouties.

Les moyennes sur papier se déclinent parfois de façon douloureuse et difficile dans les écoles : les classes de cycle III sont encore surchargées dans de trop nombreuses écoles en éducation prioritaire, les élèves du dispositif ULIS ne pourront pas tous être inclus de manière efficiente, les tous petits ne sont pas comptabilisés et accueillis partout, les effets du plafonnement à 24 ont des conséquences sur la répartition pédagogique, sans compter les élèves à forts troubles du comportement qui peuvent changer tout dans une classe et pourtant ce n'est absolument pas pris en compte. Autres grands oubliés dans notre département : les élèves en situation de handicap toujours plus nombreux, à qui on propose 6H en moyenne d'accompagnement par semaine alors qu'ils auraient besoin de tellement plus.

Après fermeture ou non-ouverture, certaines écoles vont avoir des moyennes bien chargées par classe, vont voir toutes leurs classes passer à double niveau,

avec nombre d'enfants en grande difficulté, sans oublier des enfants à forts troubles du comportement. Pour l'UNSA Éducation, dans ces situations, il y a bien dégradation des conditions de travail et du bien-être des élèves et de leurs enseignants. Autres facteurs de la dégradation des conditions de travail : les affectations des professeurs des écoles stagiaires sur des congés de maternité (qui devraient se poursuivre par des congés parentaux nous assure-t-on), les changements de supports pour les Titulaires de secteurs, la note de service sur les remplacements et les conditions d'exercices des titulaires remplaçants, la surcharge administrative qui pèse sur les directrices et directeurs d'écoles...

La liste est bien longue et non exhaustive.

Dans les collèges gardois, les effets de seuil dictent la répartition en division. Faute d'heures suffisantes pour ouvrir des projets nouveaux, assurer des travaux de groupe ou proposer des options qui cultivent la curiosité et l'émancipation, les élèves auront un parcours classique. Les dispositifs proposés ne seront pas généralisés car ils reposent sur la base du volontariat. Les enseignants vont signer ou non une lettre d'engagement dans les jours qui suivent la rentrée. Dès lors, les écarts, déjà très importants dans notre département, vont se creuser encore plus alors même que c'est au collège que les élèves forment les bases de leur connaissance.

Alors parler d'élever le niveau des élèves, c'est joli sur le papier mais cela va être bien difficile sur le terrain, du fait des conditions qui se sont détériorées, quoi qu'en dise les décimales que vous nous rappellerez certainement.

Par ailleurs, le trafic de stupéfiants et la violence qu'il engendre, se sont propagés dans nos quartiers et par conséquent dans nos écoles et autres établissements scolaires du second degré. Les gros titres de cet été ne peuvent que nous inquiéter pour la sécurité des élèves mais aussi des personnels qui travaillent dans ces établissements au milieu des trafics de drogue. Nous souhaitons que vous nous informiez rapidement des mesures qui ont été prises pour sécuriser les structures scolaires, et si cela va se traduire pour l'éducation nationale dans le Gard comme pour les forces de l'ordre de moyens supplémentaires.

Pour conclure, l'Unsa éducation regrette que cette rentrée 2023 soit moins celle de l'éducation nationale, que d'annonces politiciennes qui viennent brouiller la place de l'Ecole dans notre société.

Je vous remercie pour votre attention.

Nadège Biot, Secrétaire départementale du SE-Unsa